

Les 100 jours du gouvernement.

Le chef de gouvernement, Aziz AKHANNOUCH a présenté, le 11 Octobre devant le parlement réuni avec ses deux chambres, le programme de son gouvernement.

Les contraintes du calendrier électoral et les exigences de la loi organique des finances ont imposé au nouveau gouvernement de reprendre le projet de loi de finances tel qu'il a été préparé par l'équipe antérieure.

Porté par des vents favorables, ce gouvernement s'est mis au travail sitôt sa formation en un temps record. Mais l'adage dit qu'il n'y a pas de vents favorables pour qui ne sait pas naviguer ! la capacité à bien gouverner est la grille de lecture de ce programme.

100 jours, c'est trop court, c'est un rite, un regard ludique convenu pour comprendre les prémisses des déclarations et des chantiers ouverts et à ouvrir.

Il ne faut surtout pas juger de façon péremptoire le travail d'une législature au bout d'un laps de temps si court et où une nouvelle gouvernance, quelle qu'elle soit, a d'abord besoin de prendre ses marques.

Cette équipe gouvernementale est-elle si nouvelle ? est-elle si novice ? deux des trois partis qui composent la majorité sont rodés aux affaires de l'Etat. Le chef de gouvernement et son parti participent au gouvernement depuis des décennies. Aziz Akhannouch, secrétaire général du rassemblement national des indépendants qui dirige le gouvernement, est au commandement d'un super-ministère depuis des années.

Ce gouvernement serré, homogène, d'inspiration arc-en-ciel, formé des trois partis arrivés en tête des élections du 8 Septembre 2021, se proclame d'un libéralisme social version marocaine.

Issu du milieu des affaires, Aziz AKHANNOUCH s'est investi à fond dans le champ politique depuis 2011 et s'est attelé depuis 2016 à transformer totalement son parti et son image dans la société, notamment auprès des jeunes. Il a réussi la mission qui lui a été confiée de bloquer le conservatisme islamiste et de pousser le PJD, qui a dominé la vie politique depuis 2011, à la faute et à l'impopularité. Les sciences politiques examineront certainement sa compagne électorale, sa maturité politique et les interrogations que pose son ascension politique et ses réseaux politiques, financiers et médiatiques. Homme d'affaires, technocrate, il est loin d'être novice en politique. Préfigure-t-il une nouvelle génération de profils politiques au Maroc ?

Les cinq axes qui structurent le programme du gouvernement ambitionnent de capitaliser et de donner une autre impulsion aux grands chantiers décidés par Sa Majesté et hérités du gouvernement précédent.

La vision proclamée est conforme aux orientations Royales et la stratégie inscrite dans les recommandations du nouveau modèle de développement.

Les volets relatifs à l'humain et à la souveraineté cristallisent les orientations du programme du nouveau gouvernement :

Il met l'accent sur la protection sociale, la consolidation de l'économie, la gestion de la pandémie du corona virus, les filets sociaux de sécurité, l'enseignement, l'emploi et la reprise de la mise en œuvre directives de la constitution.

En matière de protection sociale, la généralisation de l'assurance maladie obligatoire(AMO), au profit de 22 millions de personnes fin 2022, en y intégrant un certain nombre de professions libérales et de catégories socio-professionnelles en marge des activités structurées et formelles est le chantier phare. Le sont aussi l'élargissement de la base des adhérents aux régimes de retraite, la généralisation des allocations familiales et la généralisation de l'indemnité pour perte de l'emploi.

Une enveloppe de 51 milliards de dhs est programmée sur les 5 années de la législature.

Awrach, ambitionne de créer 250.000 emplois en 2022-2023 avec une contribution du budget de 2,25 milliards de dhs.

13 milliards de dhs de crédit T.V.A sont remboursés par le budget aux entreprises privées.

Le fonds Mohamed VI d'investissements stratégiques pour le soutien aux secteurs privés d'un budget de 40 milliards de dhs est financé par l'Etat à raison de 15 milliards.

Avec quelles ressources peut-on financer ces projets ?

1-Un taux de croissance de l'économie de 4% pour la durée de son mandat, avec des partenariats dynamiques, une classe moyenne élargie et des investissements stimulés. Un meilleur climat des affaires et une nouvelle charte des investissements où les CRI (centres régionaux d'investissements) seront le fer de lance ;

2-la continuation des transferts substantiels des marocains du monde qui ont atteint un record de 100 milliards de dhs en 2021 ;

3- l'élargissement de l'assiette fiscale, des recettes fiscales issues de la croissance économique et des effets du nouveau code général des impôts ;

4- Les recettes générées par la contribution professionnelle unique (CPU) à laquelle sont assujetties les professions intégrées dans le nouveau système de protection sociale.

Ambitieux et sans complexe malgré une conjoncture difficile et imprévisible, les débuts du nouveau gouvernement plantent le décor et expriment ses choix.

Toutefois, les actions enclenchées peuvent se heurter au terme d'une année d'exercice à des contraintes majeures :

- Le financement des vastes chantiers de la protection sociale élargie et des chantiers awrach avec un taux de croissance bien inférieur aux 6% indispensables, une inflation qui grimpe au niveau mondial et une faible productivité du travail dans l'entreprise qui reste majoritairement sous-encadrée.

- La difficulté de l'adéquation des recettes nécessaires avec les énormes dépenses prévues en l'absence d'une politique efficiente de lutte contre la fraude, la corruption, les niches fiscales, les rentes financières et de patrimoine, la mauvaise gouvernance, et les énormes biais au fonctionnement optimal du marché.
- Le pari sur les recettes fiscales induites en général et la CPU en particulier, sont certes, possibles en partie mais difficilement réalisables avec une économie où les activités informelles rentables sont de véritables fuites attractives pour l'argent spéculatif dans le circuit économique.
- Le poids de l'endettement public qui sera de 93 ,2 % en 2022 avec une inflation menaçante au niveau mondial.
- Le nouveau modèle de développement dont la déclaration gouvernementale se proclame n'est pas un programme de gouvernement.

Un gouvernement est d'abord d'essence politique, il est soumis à évaluation, contrôle et réédition des comptes comme toute instance élue.

Driss KHROUZ. 28 janvier 2022